



HAL
open science

L'appui contesté du général Berthelot aux revendications roumaines au sujet de la Transylvanie et du statut d'allié, décembre 1918-avril 1919

Traian Sandu

► **To cite this version:**

Traian Sandu. L'appui contesté du général Berthelot aux revendications roumaines au sujet de la Transylvanie et du statut d'allié, décembre 1918-avril 1919. *Revue roumaine d'histoire*, 1997, tome XXXVI, pp.241-248. hal-00679573

HAL Id: hal-00679573

<https://hal.science/hal-00679573>

Submitted on 15 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'appui contesté du général Berthelot aux revendications roumaines au sujet de la Transylvanie et du statut d'allié, décembre 1918-avril 1919

Les armistices sur le front de l'est ne signifièrent pas la fin des opérations militaires; au contraire, pour la Roumanie notamment, elles marquèrent la rentrée en guerre pour s'assurer la possession des provinces promises par le traité de Bucarest avec l'Entente du 17 août 1916, promesses supprimées officiellement, en même temps que le statut d'allié de l'Entente, par la paix séparée avec les Centraux du 7 mai 1918. S'engagea alors pour les responsables roumains une lutte sur deux plans : à la Conférence de la Paix de Paris, ils tentèrent de récupérer, en même temps que le statut d'allié -que la Conférence ne leur disputa pas longtemps-, les possessions territoriales liées à ce titre acquis par le traité de 1916 et que l'Entente considérait, cette fois, définitivement dénoncé -s'arrogeant le pouvoir de définir elle-même la nouvelle carte de l'Europe, selon des critères combinant les soucis stratégiques et ethniques des Français et les préoccupations ethniques et économiques des Anglo-Américains. En même temps, dans les régions convoitées et pas encore occupées -ce qui exclut de notre analyse la Bessarabie, bien évidemment absente des revendications de 1916 et possédée depuis janvier 1918 par la grâce successive de l'Entente, puis des Centraux, puis de nouveau de l'Entente, dans un but anti-soviétique-, les Roumains amorcèrent une politique de grignotage territorial justifiée par des raisons ethniques et de lutte anti-bolchevique.

Dans ce contexte complexe et explosif, le général Henri Mathias Berthelot, -ancien chef de la mission militaire alliée en Roumanie entre 1916 et 1918 puis, depuis octobre 1918, commandant de l'Armée du Danube chargé de la formation d'un nouveau front oriental principalement russo-roumain,- prit une part considérable dans la couverture diplomatique et militaire de la conquête de la Transylvanie par les armées roumaines entre novembre 1918 et avril 1919. Des raisons d'ordre général, mais aussi des motivations particulières, le poussaient à appuyer les revendications roumaines. Dans l'Europe centrale aux Etats fragiles, nouvellement créés ou recréés, la Roumanie pouvait représenter un pays à l'armée assez importante et aux structures étatiques relativement stables, malgré les chocs de la guerre et de la révolution toute proche; pour utiliser cet instrument perfectible dans le contexte de la lutte anti-bolchevique à l'est, Berthelot jugeait qu'il fallait d'abord le débarrasser de ses soucis occidentaux en Transylvanie et de le faire entrer dans les possessions qui lui avaient été promises en 1916. Des motivations personnelles entraient en jeu dans le cas de la personnalité de ce militaire français : ayant été chargé de redresser la situation en 1916-1917 sur le front roumain, il faisait du respect du traité de 1916 une affaire personnelle, comme si sa dénonciation dénigrait l'oeuvre de redressement militaire de la mission Berthelot; de même, le

soutien qu'il apportait aux intérêts roumains devait renforcer son prestige auprès du roi, dont il était le conseiller spécial en matière militaire.

Mais cette protection spéciale qu'il entendait accorder aux Roumains le mit en contradiction avec ses supérieurs hiérarchiques, Clemenceau -président du Conseil et ministre de la Guerre- et Franchet d'Esperey -commandant depuis Constantinople l'Armée alliée d'Orient; ces derniers, jouissant de vues et de responsabilités plus globales dans la définition des intérêts de la France, n'entendaient pas compromettre la signature du traité avec l'Allemagne et, à plus long terme, la création d'un système d'alliance de revers anti-allemand en Europe centrale, en jetant immédiatement la Hongrie et d'autres Etats vaincus dans le giron de l'Allemagne ou de la Russie soviétique par des provocations prématurées.

Ainsi, entre novembre 1918 et janvier 1919, les tensions entre Berthelot et ses supérieurs prit le tour d'une querelle ouverte. Puis, de février à mai 1919, la montée des dangers en Russie méridionale et en Hongrie, ainsi que l'approche de la signature du traité avec l'Allemagne les obligea à une réconciliation de façade autour du projet de Commandement unique d'Orient.

I Novembre 1918-janvier 1919 : la querelle ouverte avec d'Esperey et avec Clemenceau¹

Le rôle du général Berthelot en tant que commandant de l'Armée du Danube fut défini par l'"instruction personnelle et secrète" du 7 octobre 1918 adressée par Clemenceau à d'Esperey et à Berthelot² : il devait reformer un front oriental avec la Roumanie et les éléments russes désireux de réintégrer l'Entente en trois étapes distinctes :

"[première phase :] préparer notre intervention ultérieure en Roumanie ... [en organisant] le soulèvement général du pays"

"[deuxième phase :] une intervention militaire directe des Alliés en Roumanie"

"troisième phase.- le général Berthelot, agissant en qualité de conseiller technique auprès du Commandement roumain et de chef de la Mission militaire alliée en Roumanie, aura à entreprendre la réorganisation de l'Armée roumaine et à entrer en liaison avec les éléments russes susceptibles de coopérer à l'action de l'Entente".³

Le rôle de Berthelot était donc avant tout oriental, la charge d'utiliser contre les Centraux l'outil ainsi recréé à l'est revenant ensuite au général d'Esperey. Leur opposition apparut au moment où, les Hongrois ayant signé l'armistice pour sortir du conflit en voie d'être

¹Voir aussi, à ce sujet, l'excellent article de Vasile VESA : "Les rapports entre les généraux Henri Mathias Berthelot et Louis Franchet d'Esperey durant l'hiver 1918-1919", dans la *Revue roumaine d'histoire*, XXXV, 1-2, p.53-57.

²Dépêche n°12913 BS/3, Archives du ministère des Affaires étrangères, série Z Europe 1918-1929, sous-série Roumanie, volume19, folios 6-11 (plus loin : Z Roumanie 19, f.6-11).

³Ibid..

perdu par les Centraux, Berthelot voulut se mêler du front occidental pour laisser avancer les troupes roumaines dans les limites des promesses de 1916.

Or la mission de Berthelot avait débuté par un échec : malgré les multiples appels de Paris pour que la Roumanie se soulève contre l'occupant selon le schéma prévu dans les instructions du 7 octobre, Berthelot n'était pas parvenu à provoquer la rentrée en guerre de la Roumanie avant le passage des troupes alliées sur la rive nord du Danube dans la nuit du 9 au 10 novembre, ce qui pesa lourdement sur la récupération du statut d'allié par la Roumanie. De toute manière, le troisième point des instructions -la coopération des troupes roumaines à l'effort de l'Entente- fut également rendu caduc par l'armistice hongrois.

Cet armistice, signé le 13 novembre par le voïvode serbe Misic et le général Henrys d'une part et Mihaly Karoly pour la Hongrie indépendante et républicaine d'autre part, avait été négocié par d'Espérey dans une optique purement technique et stratégique et non politique⁴ : une ligne de démarcation entre troupes alliées et troupes hongroises avait été établie sur un trait joignant le cours du Mures, Deva, Alba Iulia, Târgu Mures et Bistrita⁵; elle devait compléter la ligne établie à Villa Giusti et permettre à d'Esperey de poursuivre en sécurité les troupes allemandes sur une ligne Budapest, Vienne, Berlin.

Les Roumains, relayés par Berthelot, protestèrent immédiatement contre ce qu'ils prenaient pour une division politique définitive; leur argument principal contre le maintien, même provisoire, de cette ligne, fut la persécution des roumanophones dans la partie de la Transylvanie dévolue aux troupes hongroises.⁶ Berthelot ordonna alors le dépassement de la ligne d'armistice par les troupes roumaines et l'occupation des villes de la frontière occidentale de la Transylvanie, Arad, Oradea et Satu-Mare⁷, qui représentaient des noeuds ferroviaires importants sur la voie ferrée stratégique devant convoier le matériel militaire français de Salonique à la Pologne, en passant par Belgrade, Timisoara, les cols ruthènes à Kolomea et jusqu'à Lvov (Lemberg). Il est vrai que l'armistice du 13 novembre prévoyait la possibilité d'occuper les centres stratégiques au-delà de la ligne de démarcation en cas de nécessité; le débat pouvait précisément porter sur la nécessité de cette mesure.

Pour Berthelot et les Roumains, il s'agissait de mettre les Alliés devant le fait accompli militaire, avant qu'ils aient pu contester le statut d'allié de la Roumanie, dont la validité se trouvait en discussion au même moment. Mais pour ne pas donner l'impression d'abuser, Berthelot se rendit en Transylvanie et s'entendit le 31 décembre avec le commissaire général

⁴Voir sa dépêche n°6784/3 à Berthelot du 4 février 1919, série A Paix 335, f.182-183.

⁵Voir la carte dans PREDA (Dumitru), PRODAN (Vasile) et ALEXANDRESCU (Vasile) : *La Roumanie et sa guerre pour l'unité nationale, campagne de 1918-1919*, p.179.

⁶Voir, entre autres, la lettre n°440/2 de Berthelot à d'Espérey du 23 janvier 1919, A Paix 335, f.177-180.

⁷Tél. n°619/S de Berthelot à la Commission d'armistice alliée de Budapest du 23 décembre 1919, Archives du ministère des Affaires étrangères roumain, fond Paris 60 (plus loin : AMAER, fd. Paris 60).

hongrois de Cluj, Apathy, pour limiter l'avance des troupes roumaines à une ligne Baia Mare, Cluj, Deva compris.⁸

Clemenceau rendit alors son premier arbitrage entre les deux chefs militaires : le 15 janvier, il demanda à Berthelot de s'entendre avec Franchet⁹, mais cela devait aboutir à un échec, car ce dernier avait déjà refusé toute modification de la ligne, reproché à Berthelot son soutien au grignotage militaire roumain en Transylvanie et rappelé que la Conférence serait seule habilitée à décider des attributions territoriales.¹⁰ Le second arbitrage de Clemenceau, rendu le 21 janvier, fut favorable au Commandant de l'Armée alliée d'Orient :

"Il ne doit être, jusqu'à nouvel ordre, exercé en Hongrie et en Transylvanie aucune action qui soit de nature à modifier le statu quo ..."

"Le général Franchet d'Esperey ... assure la coordination de l'ensemble des opérations en Orient ..."

"Le général Berthelot ... est spécialement et exclusivement chargé de l'action progressive en Russie méridionale."¹¹

Ce désaveu sur la Transylvanie à Berthelot s'inscrivait dans le contexte plus large de la querelle sur la reconnaissance du statut d'allié à la Roumanie.

Le rôle de Berthelot dans le débat sur le statut d'allié fut d'abord indirect : à la mi-décembre, alors que rien n'était acquis, parvint au Quai d'Orsay un long rapport du commandant de l'Armée du Danube sur les événements dans la Péninsule balkanique jusqu'au 20 novembre 1918, qui concluait que la Roumanie était "aujourd'hui complètement dans les rangs de l'Entente"¹², ce qui revenait bien entendu à s'accorder à lui-même un satisfecit que nous avons analysé comme immérité sur son succès à réintégrer la Roumanie à temps dans les rangs alliés. Quoi qu'il en fût, ce rapport contribua certainement à la restitution du titre d'allié à la Roumanie, mais fut insuffisant pour revitaliser juridiquement le traité de 1916 comme ses signataires, Bratianu et Saint-Aulaire, l'eussent voulu.

Même si le combat pour la reconnaissance des droits afférents au statut fut surtout mené par Saint-Aulaire, Berthelot n'hésita pas à lui apporter une aide énergique dans un télégramme très dur à Clemenceau du 9 janvier, où il dit qu'il avait "l'impression qu'en ce moment les Alliés ne parl[ai]ent pas franchement à la Roumanie", qu'il craignait que la Roumanie ne basculât dans un autre camp -sans préciser lequel et sans que l'on puisse comprendre quelle autre carte que celle de l'Entente la Roumanie eût pu jouer à ce moment-là- et qu'il démissionnerait si les choses continuaient ainsi.¹³ Clemenceau répondit sur le même ton :

⁸Voir la carte chez Preda, loc. cit..

⁹Tél. n°58-62, Z Roumanie 32, f.119-121.

¹⁰Tél. n°51-53 à Clemenceau et à Foch du 15 janvier 1919, Z Roumanie 47, f.1-3.

¹¹"Instructions pour les généraux Franchet d'Esperey et Berthelot" du 21 janvier 1919, Z Roumanie 19, f.35-37.

¹²Rapport daté du 20 novembre 1918, Z Roumanie 31, f.233-243.

¹³Tél. n°166-173, Z Roumanie 32, f.94-101.

"Il n'y a ... rien de fondé dans les récriminations roumaines. Vous devriez être le premier à le reconnaître ... au lieu de vous faire leur avocat ... ce qui est inadmissible de votre part. ... [V]ous avez naturellement le droit de demander votre rappel."¹⁴

Saint-Aulaire rattrapa l'affaire de son ami en insistant sur l'aura de Berthelot à Bucarest, auprès du roi et de l'armée roumaine, dont la France risquait d'avoir besoin pour son intervention en Russie vu la faiblesse des moyens alliés dans la zone.¹⁵ Clemenceau accepta de calmer le jeu¹⁶, mais la passe d'armes avait été rude et laissa sans doute des séquelles.

Mais au même moment se profilaient d'autres dangers : les Hongrois, excédés, menaçaient de réagir à l'ouest, alors qu'à l'est les Bolcheviks ne pouvaient laisser le débarquement allié à Odessa et dans les villes du littoral ukrainien et criméen sans voir périlcliter leur autorité.

II Février-mai 1919 : l'échec du projet roumain de commandement unique en Orient centré sur Bucarest et rappel de Berthelot

En février, ce fut encore la crise transylvaine qui domina les relations franco-roumaines. Franchet se plaignit de nouveaux dépassements de la ligne Berthelot-Apathy et conclut, excédé, que les "troupes roumaines n'obéiss[ai]ent donc pas à [ses] ordres."¹⁷ Berthelot fit alors mine de jouer les médiateurs et proposa d'interposer des troupes françaises derrière une nouvelle ligne de démarcation, encore plus occidentale.¹⁸ Ce conseil apparemment anodin, qui l'amenait d'ailleurs de nouveau à intervenir en dehors de sa zone de compétence, fut à l'origine de la crise hongroise du 21 mars.

Le 19 février, en effet, le général Alby, chef d'état-major français, invoqua les conseils de Berthelot pour proposer à la Commission territoriale l'occupation des noeuds ferroviaires de l'ouest transylvain Oradea et Satu-Mare (Arad ayant été occupé par les troupes françaises).¹⁹ Mais le général d'Esperey prétextait l'aggravation de la situation en Ukraine pour conseiller Clemenceau de dessaisir Berthelot de ses charges dans les affaires centre-

¹⁴Tél. n°58-62 du 15 janvier 1919, cité ci-dessus.

¹⁵Tél. n°89 du 22 janvier 1919, Z Roumanie 19, f.38.

¹⁶Tél. n°774/BS à Franchet d'Esperey, destiné à Berthelot, du 24 janvier 1919, *ibid.*, f.42.

¹⁷Tél. n°55-57 à Clemenceau et à Foch du 14 février 1919, Z Roumanie 47, f.29-30.

¹⁸PASTOR (Peter) : "Franco-Rumanian Intervention in Russia and the Vix Ultimatum : Background to Hungary's Loss of Transylvania", dans *The Canadian-American Review of Hungarian Studies*, printemps 1974, vol. I, n°1 et 2, (p.12-27), p.16.

¹⁹*Recueil des actes de la Conférence de la Paix*, IV (Commissions de la Conférence), C (Questions territoriales), 4 (Commission des Affaires roumaines et yougoslaves), procès-verbal n°5, p.45-52, Paris, 1923 (plus loin : Recueil des actes, IV, C, 4, PV n°5, p.45-52).

européennes, afin de lui permettre de s'occuper exclusivement de la Russie²⁰; Franchet confia cette mission au général de Lobit, qui commandait l'Armée de Hongrie à partir de Belgrade.²¹

A ce moment, l'aggravation de la situation permit à Berthelot de rebondir.

Dès le 14 mars, le gouvernement roumain proposa l'organisation d'un commandement unique allié en Orient avec le siège à Bucarest²² : il avait sans doute peur de voir la Roumanie prise en tenaille par une réaction hongroise violente qui entrerait en collusion avec les Bolcheviks russes, qui descendaient vers le littoral de la Mer Noire. Pour finir d'occuper la Transylvanie sans trop de risques, les troupes roumaines avaient donc besoin d'une bonne synchronisation des opérations alliées en Russie méridionale et des Roumains face aux Hongrois, afin de se couvrir sur leur flanc oriental : si le siège du commandement unique se trouvait à Bucarest, ils étaient assurés de voir Berthelot rétabli et prenant en compte leurs desiderata.

Ainsi, bien que selon Pastor Clemenceau eût décidé de relever Berthelot de son commandement en Russie méridionale²³, la prise du pouvoir par Bela Kun le 21 mars après la notification de la nouvelle ligne de démarcation du 19 février -que les Hongrois prirent pour une ligne politique, ce que les Roumains ne se cachaient pas de vouloir réaliser d'ailleurs- aboutit à la mise en place par Foch de son plan d'endiguement du bolchevisme présenté devant le Conseil Suprême le 25 mars :

"ce qu'il nous faut, c'est envoyer en Roumanie un général qui prenne le commandement de l'armée roumaine et à qui nous donnions la mission de défendre tout le front roumain et de chercher à opérer sa jonction avec les Polonais. ... Quel que soit l'homme choisi, il ne faut pas lui couper les ailes en le mettant sous les ordres de Franchet d'Esperey; il faut qu'il ait toute liberté d'action."²⁴

Bref, il s'agissait d'un satisfecit implicite pour Berthelot et son option pro-roumaine, au moment où les Alliés s'apprêtaient à décider l'évacuation de la Russie méridionale et le repli de leurs troupes d'intervention derrière le Dniestr. Berthelot, qui n'avait pas quitté Bucarest, profita de la situation pour inciter à une offensive pour occuper Budapest²⁵; même d'Esperey fut obligé de suivre ce mouvement.²⁶

Mais le 29 mars, des instructions très claires de Clemenceau rétablirent Berthelot à la tête de l'Armée du Danube et dans son rôle auprès des dirigeants roumains, sans doute pour parer à toute éventualité militaire dans la région et pour s'assurer l'approbation des Roumains

²⁰Tél. n°188-190 du 1er mars 1919, Z Roumanie 19, f.47-49.

²¹PASTOR, op. cit., p.18.

²²Note de Victor Antonescu, ministre de Roumanie à Paris, à Clemenceau, Z Roumanie 11, f.57-58.

²³Op. cit., p.19-21.

²⁴*Délibérations du Conseil des Quatre, mars-juin 1919*, Paris, 1955, p. 22-23 (plus loin : DCQ, p.22-23).

²⁵Tél. n°462 à Clemenceau du 28 mars 1919, Z Roumanie 47, f.74.

²⁶Tél. n°7278/3 à Clemenceau et à Foch du 28 mars 1919, reproduit dans *Documents diplomatiques français sur l'histoire du Bassin des Carpathes, 1918-1932*, Budapest, 1993, volume I, document n°284 (plus loin : DDFHBC, I, 284).

au projet français de commandement unique; mais par le même mouvement, il refusa l'intervention à Budapest, ainsi qu'il le signifia à d'Esperey :

"Votre mission sur le front de Bessarabie, comme sur le front de Hongrie, consistera exclusivement à arrêter toute avance bolchevique ... il n'est pas question d'occuper Budapest. ... Le commandement de l'Armée de Hongrie ... sera assuré par un Général Commandant d'Armée que je désignerai incessamment. ... Le Général Berthelot reprendra, sous vos ordres, le commandement de son Armée en coopération immédiate et intime avec l'Armée roumaine ... les Gouvernements alliés ont décidé de donner à la Roumanie le concours matériel qu'elle demandait ... Dans ces conditions, certaines unités roumaines pourraient être adjointes à l'Armée du Général Berthelot, qualifié pour en recevoir le commandement du Gouvernement roumain, auprès duquel il est accrédité."²⁷

En somme, il était d'accord pour que la Roumanie occupât tous les territoires qu'elle revendiquait, -ce qui revenait, pour Clemenceau, à confirmer pour la première fois son désir de voir la nouvelle Roumanie consolidée- mais sans engager pour autant la France dans la croisade anti-bolchevique de Foch : le repli des ambitions alliées -françaises, en particulier- sur les petits Etats alliés d'Europe centrale était d'ordre purement défensif pour Clemenceau.

Mais le fait même d'opter pour une stratégie défensive rendait l'utilité de Berthelot en Russie méridionale beaucoup plus aléatoire.

Le projet de convention du 8 avril 1919 entre Entente et Roumanie sur le commandement unique en Orient prévoyait une coopération entre troupes alliées et roumaines sous le haut commandement de Franchet d'Esperey, alors que Berthelot était remplacé mais que d'Esperey perdait aussi de son autorité au profit de commandements à compétence locale - comme les généraux Humbert en Hongrie et Graziani en Bessarabie-Bucovine.²⁸ Berthelot et d'Esperey se rencontrèrent donc à Bucarest le 11 avril et conclurent que le projet manquait de souplesse, car les Roumains craignaient de ne pas pouvoir disposer à leur guise de leurs troupes²⁹ pour mettre successivement hors de combat les divers ennemis qui pouvaient se présenter. Mais les deux officiers français réagissaient peut-être aussi au recul de leur autorité, qui correspondait tout simplement au recul des ambitions interventionnistes françaises dans la zone au fur et à mesure que l'échéance de la signature du traité de paix avec l'Allemagne approchait et que la France devait à la fois éviter d'irriter les Anglo-Américains par une politique trop interventionniste à l'est de l'Europe et concentrer ses forces sur cet enjeu, le plus essentiel pour elle.

Pour Berthelot, c'était de toute façon la fin de sa mission. Le 24 avril, Clemenceau informa Pichon de la "réorganisation du commandement des armées placées sous la haute

²⁷tél. n°3226 BS/3 du 29 mars 1919, DDFHBC, I, 290.

²⁸Dép. n°3573/ BS/3 de Clemenceau à Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, du 8 avril 1919, Z Roumanie 11, f.33-34.

²⁹Dép. n°10 de Berthelot à Clemenceau du 16 avril 1919, *ibid.*, f.70-71.

direction du général Franchet d'Esperey ... [Il a] désigné le général Graziani pour remplacer le général Berthelot à la tête de l'Armée du Danube."³⁰ Depuis peu, Clemenceau avait aussi nommé un attaché militaire auprès de la légation de Bucarest : certes, il s'agissait d'un proche de Berthelot, le général Pétin, son ancien chef d'état-major durant la mission de 1916-1918; toutefois, cela signifiait aussi la normalisation des relations militaires exceptionnelles entre la France et la Roumanie : avec le départ de Berthelot, c'était la fin de la coopération militaire issue de la guerre entre les deux pays.

³⁰Dép. sans numéro, Z Roumanie 19, f.67-68.